

**L'OLP s'attend à des représailles israéliennes**

p. 6

la tribune

Forum

Finances

p. 3

Arts

p. 5

Informations générales

p. 6



(Laserphoto PC)

L'affaire du thon avarié a sans doute été la plus dommageable pour le gouvernement conservateur dirigé par le premier ministre Brian Mulroney.

Plus préoccupé par l'image du parti que par le respect du programme

# Mulroney a préféré voguer au gré de l'opinion des autres

par Pierre April

**OTTAWA (PC) —** Au cours de sa première année à la barre du gouvernement canadien, le premier ministre Brian Mulroney s'était fixé trois grands objectifs: la réconciliation nationale et l'adhésion du Québec à la Constitution, la relance de l'économie, le contrôle du déficit budgétaire.

L'image devait être celle d'un gouvernement responsable et constructif qui mettrait un terme aux inutiles et négatifs affrontements avec les provinces, de celle aussi d'une administration qui rechercherait la concertation sur les plans politiques et économiques, qui entreprendrait une lutte à finir au gaspillage, qui réduirait le déficit et le chômage et privatiserait les sociétés de la Couronne coûteuse pour les contribuables. C'est ce que laissait entendre son discours électoral.

Au départ, le gouvernement conservateur a démontré que ces grands objectifs étaient atteignables. Aidés par une économie mondiale en reprise, les taux d'inflation ont diminué pour atteindre un niveau confortable de 4 pour cent en moyenne; les taux d'intérêt ont baissé et le chômage s'est stabilisé dans certaines régions (10,5 pour cent) pour baisser dans d'autres.

### Indicateurs favorables

Les indicateurs économiques ont tous été favorables au début du règne conservateur et ils le sont encore aujourd'hui. Les organismes nationaux (Conference Board, Institut C.D Howe et Chambre de Commerce) ont annoncé des jours meilleurs et apprécié les efforts de la nouvelle

administration. A l'étranger l'OCDE tenait le même discours.

Tout s'annonçait merveilleusement bien. La conférence des premiers ministres de Régina en février a démontré que Brian Mulroney pouvait s'entendre merveilleusement bien avec les chefs de gouvernement des provinces. Même le premier ministre québécois d'alors, M. René Lévesque, habitué à être le mouton noir de ces rencontres, parlait de renouveau et de collaboration.

Au mois de mars, lors de la Conférence économique, M. Mulroney a aussi prouvé qu'il pouvait être à l'aise avec les principaux intervenants du monde syndical, des affaires et des organismes sociaux.

Lorsque le ministre des Finances, Michael Wilson, a présenté son premier budget, au mois de mai, il a démontré qu'il pouvait tenir des promesses et s'attaquer aux dépenses tout en rassurant et favorisant une reprise économique essentielle avec un préjugé favorable aux entrepreneurs et investisseurs.

Les premiers huit mois de l'ère Mulroney étaient encourageants. Malgré quelques petits accrocs, tout a bien marché. Les sondages démontraient que le Parti conservateur continuait à jouir de l'appui de 50 pour cent de la population.

Alors que s'est-il passé pour que les conservateurs, en novembre 1985, n'obtiennent plus que 38,5 pour cent de l'appui populaire, le même pourcentage que les libéraux?

Préoccupé par son image davantage que par son souci de s'en tenir aux grands objectifs de son programme, le gouvernement conservateur a préféré voguer au gré de l'opinion des autres.

### Dossier Domtar

Dès le mois de mars, le dossier de la Domtar dans les Cantons de l'Est a démontré que les grands principes du gouvernement n'étaient plus immuables. Alors qu'il était clair dans les discours que le gouvernement fédéral serait de moins en moins interventionniste dans les affaires de l'entreprise privée, il a quand même fini par céder aux pressions de l'opposition et de l'opinion publique. Le Cabinet a endossé un prêt de 100 millions \$ pour la modernisation des installations de la papetière Domtar à Windsor.

Au mois de mai, lors du débat entourant le discours du budget, l'opposition a soulevé l'opinion publique et mobilisé les personnes âgées contre la désindexation partielle des pensions de vieillesse. Le gouvernement a cédé et renversé la décision budgétaire. Il venait du même coup de remettre en cause son intention d'aborder la discussion sereine sur l'universalité des programmes sociaux qu'il promettait en campagne électorale. A quelques jours à peine de la nouvelle année, les conservateurs se retrouvaient avec un projet de loi sur la désindexation des allocations familiales qui n'est pas encore adopté, malgré de longs débats, et qui a été reporté au début de la nouvelle année.

### Thon avarié

L'affaire du thon avarié a sans doute été la plus dommageable pour le gouvernement Mulroney. Pour aider une entreprise des Maritimes le principe du préjudice favorable - la Star Kist, le ministre des Pêches, John Fraser, a passé outre aux recommandations de ses inspecteurs et permis la vente d'un stock de thon en conserve considéré comme impropre à la consommation.

Même si le ministre Fraser a rapidement offert sa démission, le débat a duré des semaines et c'est de cela que l'observateur populaire se souvient encore le plus à l'aube de 1986.

Il y a eu aussi les élections générales en Ontario et au Québec qui ont porté au pouvoir deux administrations libérales. Les électeurs québécois repoussaient le Parti québécois de Pierre Marc Johnson, soupçonné d'avoir travaillé fort pour faire élire 58 députés conservateurs le 4 septembre 1984. La renaissance d'une machine libérale dans deux provinces n'a rien de rassurant pour les conservateurs.

Le gouvernement Mulroney a aussi été très marqué par le débat entourant les difficultés des deux banques de l'Ouest du pays, la Banque Commerciale du Canada et la Norbanque. Non seulement a-t-il été sévèrement critiqué pour la façon dont il a traité l'affaire, mais il engluait plus de 1 milliard \$ dans l'opération de sauvetage.

Il y a aussi le déficit qui refuse de baisser. Il sera de 36 milliards \$ en 1985. Le Québec n'a toujours pas signé l'accord constitutionnel et rien n'est prévu pour 1986.

Nes négociations sur la libéralisation des échanges commerciaux avec les Etats-Unis s'annoncent très longues et laborieuses et il est de moins en moins convenu qu'elles seront fructueuses. Les relations fédérales-provinciales risquent de ne plus s'améliorer et les libéraux de John Turner ne cessent de reprendre du poil de la bête.

## Remaniement attendu à Ottawa

### Objectif premier: redorer l'image des conservateurs dans la région de Montréal

par Denis Lessard

**OTTAWA (PC) —** Pour beaucoup des ministres conservateurs du Québec, le remaniement ministériel qui sera annoncé dans les prochains jours marquera la fin d'une période de probation de plus de dix-huit mois.

L'année écoulée aura permis à la majorité des ministres néophytes, arrivés aux Communautés avec la vague conservatrice de septembre 1984, de se faire valoir. D'autres, toutefois, à qui on estime avoir donné suffisamment de chances, devront s'attendre à être démis sinon éliminés du conseil des ministres.

S'il modifie son état-major en revenant de vacances, comme l'indiquent plusieurs sources au gouvernement, M. Mulroney voudra avant tout redorer l'image de son gouvernement dans la région de Montréal, où les problèmes économiques ont poussé les électeurs à se détourner des Tories.

### Démissions

En 1985, trois ministres du cabinet Mulroney furent forcés de démissionner, ce qui a donné une allure parfois chancelante à l'équipe des lieutenants du premier ministre Brian Mulroney.

Le 13 février, le ministre de la Défense, Robert Coates, démissionnait après que son passage dans un bar louche d'Allemagne de l'Ouest eût été rapporté par les médias. Le 23 septembre, c'était au tour du titulaire des Pêches, John Fraser, de lancer la serviette. Il avait outrepassé le verdict de ses inspecteurs en laissant mettre en vente des boîtes de conserve de thon avarié.

Deux jours plus tard, c'était le responsable des Communications, M. Marcel Masse, qui abandonnait ses fonctions, le temps que la Gendarmerie royale du Canada enquête sur ses dépenses électORALES.

Le 27 novembre, toutefois, le ministre Masse était blanchi et revenait au Cabinet, avec plus d'autorité et la sympathie de ses collègues.

### Cabinet québécois

Formé d'une poignée de recrues, le cabinet québécois a vu plusieurs élus prendre rapidement leur rythme de croisière.

Avec un prestige augmenté par ses épreuves, M. Masse a réussi à paraître comme le champion de la souveraineté culturelle à l'approche des négociations sur le libre-échange avec Washington. Il devra bientôt entreprendre une épreuve de force pour imposer les coupures de budget à Radio-Canada.

Parmi les surprises heureuses du premier ministre Mulroney, se trouve M. Benoît Bouchard, passé rapidement de ministre junior à Secrétaire d'Etat. Bien qu'il n'ait pas eu de dossiers délicats, il a pris position dans plusieurs dossiers québécois tout en réussissant à ne pas mettre le gouvernement dans l'embarras.

Autre étoile montante, M. Michel Côté, ministre de la Consommation, promu en août au Comité des priorités du cabinet. L'année qui vient sera déterminante pour sa carrière puisqu'il devra affronter des négociations qui s'annoncent ardues aux Postes.

Le président du Conseil du Trésor, Robert de Cotret, semble selon la rumeur destiné à accéder à des responsabilités économiques plus visibles. Soucieux de revamp son image dans la région de Montréal (où, selon des sondages internes, les Tories seraient balayés) M. Mulroney pourrait le faire passer au Développement industriel régional, confiant le Conseil du Trésor, à l'Ontarien Sinclair Stevens, récemment opéré au coeur. En toute fin d'année, on lui confiait la responsabilité du comité ministériel chargé de trouver une solution aux problèmes économiques de Montréal.

Ministre d'Etat aux Relations extérieures, Mme Monique Vézina fut moins en évidence qu'on le prévoyait au sein du gouvernement. Elle pilota les dossiers d'aide à l'Éthiopie et au Mexique, et on s'attend à ce qu'elle se mette au premier plan avec la tenue du Sommet francophone à Paris.

Seul parlementaire d'expérience au Québec pour les Tories, Roch LaSalle, titulaire des Travaux publics, a obtenu la responsabilité de l'organisation dans la province. Conseiller de beaucoup de ses collègues, son ascendant sur le caucus a beaucoup augmenté au cours de l'année.

Le ministre responsable de la Jeunesse, Mme Andrée Champagne, a fait peu de vagues dans ce qui devait être l'année internationale de la jeunesse. Le mandat du ministre devient renouvelable en février, mais plusieurs pensent que M. Mulroney hésitera à couper un poste au Cabinet, à plus forte raison celui d'une femme.

Car si une femme devait être sacrifiée au prochain remaniement, il s'agirait probablement de Mme Suzanne Blais-Grenier. Descendue de ministre de l'Environnement à ministre junior aux Transports, elle a su s'attirer les foudres de l'opposition et de la presse, par ses coupures à l'Environnement et par ses dépenses de voyages.

Parmi les députés d'arrière-ban qui ont réussi à se faire valoir depuis douze mois, se trouvent le président du caucus québécois, M. Pierre Cadieux, député de Verdun, souvent accusé d'être trop distant avec les médias, M. Jean-Guy Hudon, représentant de Beauharnois, qui a pris du galon en devenant secrétaire parlementaire du ministre des Affaires extérieures Joe Clark, et le jeune député de Sherbrooke, M. Jean Charest, adjoint au président de la Chambre.

## Air Canada terminerait l'année dans le rouge

**MONTREAL (PC) —** Il est bien possible que la société Air Canada termine l'année dans le rouge, mais selon son président, M. Pierre Jeannot, cette situation n'incitera aucunement la direction à effectuer des changements radicaux.

En 1984, la société d'Etat avait réalisé des bénéfices de 27 millions \$. Mais cette année, Air



Pierre Jeannot

Canada a été durement touchée par des grèves ou des menaces de grèves.

De plus, le trafic d'été a été beaucoup plus faible que ce à quoi on s'attendait.

## Vente des actifs de Gulf à Ultramar

### Les opposants se refusent toujours à considérer la partie comme perdue

**MONTREAL (PC) —** A moins d'une semaine de la fermeture de la raffinerie Gulf à Montréal, faisant suite au feu vert fédéral qui permet à Ultramar Canada Ltée d'acquiescer les actifs de Gulf dans l'Est du pays, les opposants à cette transaction ne considèrent toujours pas la partie comme perdue.

Un front commun dont la création sera annoncée ce matin, à Montréal, a en effet l'intention de demander au premier ministre Brian Mulroney d'intervenir en faveur de l'industrie du raffinage du pétrole au Québec et de renverser la décision d'Investissement Canada.

Ce front commun a été organisé par le syndicat des travailleurs du pétrole de Gulf et regroupe des représentants des milieux des affaires, du monde politique et d'organismes de protection des intérêts des consommateurs, apprend-on dans un communiqué diffusé hier.

Les organisateurs de cette démarche de la dernière chance comptent notamment sur la participation de Zag-Petroleum, Gaz Métropolitain, de l'Association des distributeurs indépendants et de plusieurs députés provinciaux et fédéraux, libéraux, péquistes et conservateurs.

Les chances de renverser la décision d'Investissement Canada sont minimes, a admis le vice-président du syndicat des travail-

Il se pourrait que la société réussisse à boucler ses opérations, mais M. Jeannot s'attend à de faibles pertes.

L'avenir s'annonce cependant prometteur, puisque le grand patron d'Air Canada s'attend à des profits de 30 millions \$.

Pour parvenir à accumuler de tels bénéfices, il faudra toutefois s'en tenir à des opérations plus conservatrices.

"Nous resterons circonspects devant toute nouvelle activité, a-t-il déclaré au cours d'une entrevue. Nous cherchons à resserrer notre réseau. Nous nourrissons toujours des ambitions d'expansion internationale, mais je m'intéresse davantage à l'amélioration de notre service de base qu'à la chasse aux nouvelles destinations, qui auraient pour effet de diluer nos efforts".

En janvier 85, Air Canada instaurait des liaisons avec Bombay et Singapour.

La société espère ajouter Bangkok et New Delhi à la liste de ses vols.

Toutefois, les négociations entre le Canada et la Thaïlande en vue d'un traité aérien bilatéral progressent à pas de tortue et M. Jeannot s'accommode parfaitement de cette situation.

La seule nouvelle destination ferme d'Air Canada à l'étranger pour 1986 sera Manchester, en Angleterre.

Par mesure d'austérité, le transporteur aérien a retranché 60 millions \$ de son budget de cette année et entend continuer à se serrer la ceinture en 1986.

Air Canada ne fera l'acquisition d'aucun nouvel appareil, mais pourrait louer davantage de Boeing 767 gros porteurs pour compléter sa flotte de longs courriers intérieurs.

M. Jeannot ne veut pas pour autant se mettre à vendre beaucoup d'avion.

Les quatre 747 que possède toujours la compagnie ne seront pas mis aux enchères.

Tout ceci ne doit pas signifier que la compagnie tourne au point mort.

Tôt au début de la nouvelle année, Air Canada lancera sa nouvelle classe d'affaires nord-américaine, dans l'espoir de s'accaparer une plus grande partie du lucratif marché des voyages d'affaires.

leurs de Gulf, Luc Chouinard, rejoint au téléphone hier. M. Chouinard compte cependant sur une intervention possible de l'industrie privée, notamment de la part des deux sociétés impliquées dans ce dossier - Zag-Petroleum et Gaz Métropolitain - qui pourraient forcer le gouvernement fédéral à s'assurer tout au moins que la raffinerie de l'est de Montréal ne fermera pas ses portes.

Entre-temps, le processus de fermeture de la raffinerie montréalaise a été mis en marche hier matin, et si rien ne change d'ici là, le verrou sera mis sur la porte le 2 janvier prochain, a confirmé M. Chouinard.

Ultramar a fait connaître son intention d'embaucher 90 des 490 employés des installations de Gulf à Montréal-Est; 75 autres employés qui approchent de l'âge de la retraite recevraient les pleins bénéfices de leur régime de pension, ce qui réduit à 325 le nombre des mises à pied.

M. Chouinard craint que l'acquisition de Gulf par Ultramar ne se traduise, à moyen terme, par une hausse du coût de l'essence à la pompe, causée par un affaiblissement de la concurrence. Cette hausse, croit-il, n'interviendra pas immédiatement, parce que "la soupe est trop chaude". Mais il n'en demeure pas moins convaincu que les consommateurs auront à payer le prix de la transaction.

## CARRIÈRES ET PROFESSIONS

### TECHNICIEN EN ELECTRONIQUE

#### DESCRIPTION:

Assurer l'entretien préventif et correctif sur des systèmes de contrôle de procédé dans l'industrie des pâtes et papiers. Ces systèmes comprennent des mini et micro-ordinateurs et des ensembles électromécaniques.

Après formation, être en mesure de conseiller le client quant à l'utilisation optimale de l'équipement.

#### QUALIFICATIONS:

- DEC en électronique ou équivalent.
- 2 à 3 années d'expérience dans l'industrie.
- Le candidat doit montrer un intérêt marqué envers l'étude du procédé.
- La connaissance de l'anglais est requise.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à:



3525 Ashby Ville St Laurent Québec H4R 2C1  
Tel. 514 331 5670 Attention Claude Hébert  
Date limite: 10 janvier 1986

Entreprise dans la construction de pleine expansion, recherche les services d'un

### ESTIMATEUR

ayant de l'ambition et étant dynamique

Le candidat devra être responsable du département des estimations, incluant la surveillance de l'exécution des projets.

Expérience demandée: 3 ans

Parfaitement bilingue.

Salaires: à discuter selon expérience et compétence.

Envoyez curriculum vitae à:

**CASIER 46  
LA TRIBUNE  
1950, rue Roy  
Sherbrooke  
J1J 1Y3**

## L'année de Bourassa

L'année 1985 n'aura pas été celle des grands bouleversements au Québec. Pas de surprise ou guère au niveau social, culturel et économique, comme si tous les groupes, organismes ou individus avaient vécu au ralenti dans l'attente des élections, dans l'attente d'un changement de cap, dans l'attente d'une transformation des attitudes au gouvernement. Et c'est en effet au niveau politique que sont survenus les événements marquants de 1985 au Québec.

Ces changements qui peuvent se résumer en trois étapes se succèdent comme si l'un appelait l'autre, comme si l'enchaînement des trois était prévisible et inévitable. D'abord ce fut la scission au sein du Parti québécois, scission provoquée et voulue par le premier ministre René Lévesque. Sentant de toute façon le pouvoir lui échapper, M. Lévesque renia sa foi souverainiste, étant prêt à tous les revirements pour empêcher les libéraux de reprendre le pouvoir ou plutôt pour le garder lui-même. M. Lévesque se résigna à voir ses meilleurs amis quitter le parti, sans broncher.

C'était, pour lui et son parti, suicidaire de jouer la carte souverainiste à l'élection, ce l'était aussi de purger le parti des éléments les plus farouchement indépendantistes. M. Lévesque devant la perspective de perdre le pouvoir d'une manière ou de l'autre choisit de le perdre en faisant profession de foi fédéraliste, comme s'il avait voulu quitter la poli-

tique en replaçant les choses comme elles étaient avant sa conversion de 1968.

Le ménage étant fait et les apparences étant sauvegardées par le maintien de l'article 1 du PQ, M. Lévesque accomplit ce qui était prévisible, il abandonna le parti en pleine déroute, sans avoir fait avancer le moindre pas de la souveraineté, au contraire. Probablement parce que cette démission était attendue, peut-être même souhaitée par plusieurs péquistes, elle causa sûrement moins d'émoi que la crise qui vit partir les Laurin, Parizeau et cie. L'homme qui avait soulevé les Québécois, qui les galvanisait par ses discours, partit sans éclat et même piteusement après avoir fracassé la bouteille de ses rêves politiques. Ses partisans les plus passionnés ont paru gênés de lui rendre hommage. Pierre Elliott Trudeau était parti en étant plus acclamé.

Jamais on aurait cru que le retour de Robert Bourassa aurait été plus marquant que le départ de René Lévesque et pourtant, c'est bien le cas: 1985 aura surtout été l'année où "le mal aimé de 1976" est revenu plutôt que celle où René Lévesque s'est éclipse. Celui que la plupart honnissaient en 1976 est redevenu l'homme de la situation en 1985. Cela ne signifie pas qu'il le restera dans les années à venir. Mais comme revirement politique, l'histoire du Québec n'aura pas connu plus spectaculaire.

Jean Vigneault



L'OPINION DES LECTEURS

## Réflexions sur le synode des évêques

Heureux qui comme M. René Lévesque a fait un beau voyage. Heureux nos Pères synodaux qui nous reviennent en brandissant la victoire collégiale. A remarquer que pour une fois il n'y avait rien de triomphaliste là-dedans.

Après deux mille ans de rapport évêques et Pape, le présent synode faisait figure d'altercation. Le Concile de Vatican II avait pourtant été suffisamment explicite à ce sujet. Il manquait semble-t-il encore quelque chose qui serait cette libre et salutaire complaisance du mouvement centrifuge du centre vers la périphérie. Mais une telle fuite présente toujours le danger d'un mouvement continu à se dépasser hors des limites convenables. Ainsi Luther en sa vie et même en son testament "Me mortuo, odium in Pontificem romanum". "Après ma mort, ayez en horreur le Pontife romain". Ce qui n'empêche pas le P. Congar, principal théologien conciliaire de souhaiter sa réhabilitation sinon davantage.

Mais n'y aurait-il pas dans ces lambeaux de pouvoir qu'on tente d'arracher au Pape quelque chose qui subsisterait de longue date, comme un joug désagréable, une aliénation qui nous priverait d'investir à loisir nos rapports avec Dieu dans la fraîcheur de la spontanéité? Ainsi pensait le jeune Newman. Ce mouvement n'aurait rien de nouveau dans l'histoire de l'Eglise. Mais serait-il le meilleur?

Pourtant les textes scripturaires convergeants sur le primat de Pierre font suffisamment nombre et poids en autant d'argumentations doctrinales pour que nous subissions avec joie et sécurité l'attraction romaine.

Jadis dans l'ancienne Alliance, le St-Esprit était avec ceux qui étaient près de la Loi de Moïse. Dans la nouvelle Alliance, le St-Esprit, selon saint Paul, est avec ceux qui se rapprochent de la tête qui est le Christ et avec Pierre, son Vicaire. La prétention que le St-Esprit pourrait être à la périphérie avec eux qui éprouvent les besoins de

l'homme et en démontrent la pitié, pourrait faire objet de doute.

Pour que cette épreuve de force entre les pôles romain et épiscopal soit suffisamment sérieuse pour s'extasier sur les vertus de la périphérie, il faudrait que celle-ci puisse aisément faire la démonstration de ses talents, notamment, de sa capacité à enrayer le recul général de la foi, de la pratique religieuse, des vocations, de la désintégration de la doctrine et des mœurs. Le risque ne serait-il pas de retomber dans une anarchie et une décomposition plus grandes? Ou voudrait-on dire que le Concile a été mal compris, interprété ou appliqué par Rome?

Contrairement aux allégations du super pape Julien Harvey s.l., pour cette fausse démocratisation de l'Eglise en une démocratie religieuse, s'interpose des raisons doctrinales qui nous laissent croire qu'on est contraint de changer le monde et non la religion. Le primat de Pierre est le gardien inflexible de la Vérité et du soin éternel des âmes. Le complexe antiromain s'édifie sur la libération d'une autorité qui dérange pour s'astreindre à des adaptations fluctuantes. C'est donc la primauté pontificale qui assure le service de la vérité et qui nous accorde l'incomparable réconfort de ne pas dévier de la voie.

En échange, l'attention à ausculter et à surévaluer les tendances de l'âme moderne, dont les forces stratégiques consistent dans le rejet de ce qui est supérieur, culte de l'autonomie et révolte intellectuelle et morale, nous rapprochent singulièrement d'un néo-modernisme contre lequel il a fallu quelques Syllabus.

Quand la pression se fait trop forte, il faut bon d'échapper par le rêve à la réalité. Dans mon angoisse j'entraîne en effet en rêve pour me trouver soudainement devant le bon Saint Pierre. Je lui demandai un ange qui répondrait à mes questions. Je fus exaucé. Un bel ange du bon Dieu se présenta prêt à me rendre ce service. "De quoi s'agit-il?"

"D'abord du Concile". "Qu'en pense-t-on au Ciel, vingt ans après". On est heureux de voir ces évêques réunis en Synode pour étudier les problèmes qui concernent l'Eglise. On trouve étrange que l'on s'occupe si peu des droits de Dieu. Aurait-on oublié la prière du Notre Père? Ils trouveraient la solution à tant d'ambiguïtés. Par l'absence de Dieu le monde s'en va tristement vers sa perte. C'était Fatima. J'en étais horrifié. A peine ai-je eu le courage de poser une autre question.

Je voulus ensuite savoir ce que nos bons et saints évêques d'autrefois pensaient de la nouvelle situation de l'Eglise au Québec? Précisément me dit l'ange. Afin de se distraire, ils sont tous réunis en mini synode pour examiner à la lumière divine s'ils ont sagement accompli leur mandat autrefois sur la terre. Mais un incident vient de se produire. Ce qui est rare au Ciel. Comme ils étaient en train de discuter, l'un d'eux s'avisait de demander à Saint Pierre comment la vie chrétienne se vivait dans leur diocèse, vingt ans après le Concile? Saint Pierre hésita. Ce n'était pas dans les us célestes du bonheur parfait.

Enfin, il accepta. C'est alors qu'il leur fit voir une église au moment de la communion: c'était une divorcée qui donnait la sainte communion à des divorcés remariés civilement... Stupéfaction. Coup de théâtre. La sainte cohorte épiscopale s'écria: "Mais ces évêques, sont-ils encore catholiques?" "Et l'ange de m'énumérer textes, commandements, sacrements indissolubles, jusqu'au "Non licet" de Jean le Baptiste dont on me fit voir la tête sur le plateau de la fille d'Hérodiade. Triste scène. Comme ils ont la mémoire courte. Le tout sera sans doute référé à S. Raymond de Pennafort pour compléter ses Extravagantes.

Peu rassuré sur l'éternité de mon propre salut, je risquai à l'ange une dernière question. Que pensez-vous de mes zèles confrères? Mon avis est qu'ils ne renoncent pas à la mo-

rale évangélique et qu'ils aient le courage de la proclamer non pas comme une infrastructure mais comme une superstructure garantissant l'ordre social chrétien que les forces matérialistes voudraient asphyxier. "Je n'ai pas osé demander à l'ange pourquoi le présent synode n'avait pas voulu s'occuper des erreurs, des confusions et de fautes commises après le Concile. Je me suis contenté de la réflexion du Cardinal Siri de Gênes." "Si ce synode commémoratif de Vatican II ne sert pas à éviter et à corriger les erreurs, il aura été tout à fait inutile".

Avant de se quitter, l'ange voulut m'apporter quelque réconfort en me présentant deux tableaux. Dans le premier, il me fit voir un religieux au sein d'une grande ville en train de prononcer une savante conférence, au moment même où il apaisait la crainte de ses auditeurs: "Rassurez-vous, même si l'ange avait plus sur terre qu'une seule personne croyante et priante, l'Eglise serait encore vivante, comme elle a été un jour vivante dans la seule personne de Marie au pied de la Croix." C'est l'optimisme à rabais.

En descendant vers la terre, on entendait les échos lointains des litanies des saints en une menue chapelle quelque part. "Ab omni malo, peste et bello. Libera nos Domine". Puis s'esquissait le dernier tableau. C'était les funérailles d'un vieux prêtre de quatre-vingt ans. Il avait exigé qu'à son service les assistants communient sur la langue. Dernier fidèle ou dernier acte de l'ancienne liturgie... Où se situe mieux l'espérance ou la désespérance?

Quant à la première question, je conclurai avec André Frossard. "On remarquera, écrit-il, que ces questions n'ont jamais intéressé les grands hommes que sont les Saints. L'obéissance au pouvoir, l'idée d'en exiger davantage, ne leur venait pas. Quant aux droits, une chose encore plus extraordinaire, ils n'en connaissaient aucun."

A. Larouche

BILLET

### Continuité et non pas rupture

Les entreprises sérieuses procèdent à des vérifications comptables à la fin d'une année. Elles additionnent, soustraient, corrigent et prévoient. Et quand tout est terminé, quand les chiffres sont alignés et balancés, de façon satisfaisante ou non, on ferme les livres, on oublie et on recommence.

Dans le livre des heures, au terme d'une année, rien ne se soustrait, rien ne se corrige. Et entre le dernier soupir de 1985 et le premier tic tac de 1986, point de rupture, point de recommencement. La vie continue. Les uns regrettent, d'autres promettent, une seule chose est certaine: ce que nous avons été hier, ce que nous avons accompli, prépare ce

que nous serons demain et ce que nous réaliserons.

Il y a bien sûr des coups de chance et des coups de grisou moral. Ces événements imprévisibles peuvent modifier le comportement, influencer le déroulement de l'existence, ils ne changent pas la trame de fond, ils ne rendent pas bon ce qui était mauvais ou indifférent ce qui était passionné. Le cœur ne s'élargit pas ou ne se rabougrit pas au rythme des revers ou des succès de fortune.

A la fin de l'année, le cœur a vieilli ou a rajeuni. Selon qu'il s'est retenu ou s'est donné.

Albatros des mers

DOCUMENT

Pierre APRIL

OTTAWA (PC) - L'an de grâce 1986, sera pour le gouvernement conservateur de Brian Mulroney, celle du débat sur le libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis.

Dès le mois de mars prochain, les grands objectifs, l'ordre du jour et la composition des deux équipes de négociateurs devraient être connus. Les provinces canadiennes, comme le proposait la résolution adoptée à Halifax lors de la conférence des premiers ministres à la fin de novembre dernier, auront, à ce moment-là, fait connaître leurs préoccupations.

Les porte-parole américains, de leur côté, devraient avoir reçu leur mandat du président Reagan qui, lui, le tiendra du Congrès.

Si l'objectif, selon la philosophie conservatrice, est d'amener la prospérité aux Canadiens, créer des centaines de milliers d'emplois à moyen et long terme, l'enthousiasme des libre-échangistes est loin d'être partagé par l'ensemble des intervenants politiques et économiques, d'un côté comme de l'autre de la frontière.

Au cours des derniers mois de 1985, le débat aux Communes sur le libre-échange versus l'identité culturelle canadienne et le discours du premier ministre libéral de l'Ontario, David Peterson, lors de la conférence fédérale-provinciale des premiers ministres à Halifax, ont

donné une bonne idée des tensions internes que la question pourrait soulever. M. Peterson a laissé tomber que, selon lui, le premier ministre Brian Mulroney n'avait pas fait ses devoirs dans ce dossier et qu'il risquait de se retrouver seul à le défendre. Depuis, le gouvernement a dû dire qu'il ne signerait rien sans l'accord des provinces - le droit de veto qu'avaient vu les provinces dans l'entente d'Halifax - pour éviter une levée de boucliers plus significative contre son projet.

Tout sur la table

Les libre-échangistes américains n'ont pas cessé de répéter que les négociations ne pouvaient pas s'amorcer avant que les Canadiens n'acceptent de tout mettre sur la table, identité culturelle comprise.

Les propos rassurants de l'équipe canadienne ne pourront pas convaincre tout le monde. L'agriculture, les pêcheries, le bois d'œuvre, le textile, les chaussures et le vêtement sont autant de secteurs qui auront beaucoup à perdre d'une libéralisation bilatérale et plus tard multilatérale.

Le nouvel ambassadeur des Etats-Unis au Canada, M. Thomas Niles, n'a pas tardé, dès son arrivée, à faire connaître la position américaine. "Tout est négociable", a-t-il dit.

Cette façon de voir les choses a fait peur à beaucoup de gens. Les

syndicats canadiens estiment que ces négociations ne pourront que causer, à court terme, la perte de un million d'emplois, mais les lobbyistes et spécialistes du monde économique qui ont élu domicile dans la Capitale pensent, eux, que le Canada en sortira avec 500,000 emplois de plus, à moyen et à long terme.

La logique des incrédules et des craintifs est bien simple. Que peut-on gagner de plus avec une libéralisation des échanges commerciaux quand déjà 76 pour cent de toutes les exportations canadiennes vont aux Etats-Unis - soit \$67 milliards en 1984-85.

Les spécialistes de la question ont répondu que l'élimination des tarifs canadiens accroîtrait la consommation d'environ 1.36 pour cent; l'élimination des tarifs américains produirait une hausse de la consommation de 2.03 pour cent et l'élimination des deux tarifs une augmentation de 3.97 pour cent. Les revenus réels croîtraient dans les Provinces atlantiques, les Prairies et la Colombie-Britannique et il y aurait peu de changement en Ontario et au Québec.

L'identité culturelle

Puisqu'il semble maintenant évident que l'échange des industries de services - transports, communications, banques, assurances, ingénierie, construction et conseils en

gestion - sera probablement au premier plan des négociations, la question de l'identité culturelle canadienne a été la première à être abordée avec passion.

Puisque les spécialistes ont déterminé qu'il est probable que les Etats-Unis aient davantage à gagner que le Canada d'une réduction des barrières concernant les services, il est évident que le gouvernement canadien a davantage à mettre toutes ces industries sur la table pour tenter, au cours des négociations, de décrocher le gros lot dans d'autres secteurs en retour d'une petite parcelle de notre identité.

Mais cette vision est loin de faire l'unanimité. Déjà au Cabinet conservateur, les théories s'affrontent et seul le ministre des Communications, Marcel Masse, donne l'impression qu'il a la ferme intention de défendre coûte que coûte nos industries culturelles.

Ce que le gouvernement conservateur et le premier ministre Brian Mulroney, malgré des propos rassurants sur la nécessité de sauvegarder "l'identité culturelle", n'ont pas encore fait, c'est de dire qu'elles sont "les industries culturelles" qui sont intouchables.

Le premier ministre Mulroney, qui cite souvent le Rapport de la Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada (Commis-

sion MacDonald) comme modèle d'étude sur le libre-échange, pourrait peut-être utiliser ce qu'il propose au sujet des industries culturelles.

Ce que les Canadiens demandent, souligne la Commission MacDonald, c'est que les autorités politiques consentent à appuyer les formes d'expression culturelle nationale qui autrement laisseraient la place aux tendances impersonnelles du marché.

"Il nous semble essentiel, poursuit-elle, de conserver et d'étendre les programmes destinés à encourager la production et la diffusion des réalisations canadiennes aux arts visuels et appliqués, aux arts du spectacle, à la création littéraire et aux publications, à la production cinématographique, aux entreprises de radiodiffusion et d'enregistrement musical.

"Nous avons toujours besoin de ces initiatives, conclut le rapport. Si on en arrive à un accord de libre-échange bilatéral, ce besoin n'en sera que plus vif."

Le même principe devrait s'appliquer, si l'on se fie aux déclarations du premier ministre Mulroney, aux programmes sociaux et à l'aide gouvernementale au développement régional, considérés comme des subventions gouvernementales directes au marché et entreprises concurrentes par nos voisins du Sud. Le Canada a encore besoin de ces programmes pour soutenir

l'ensemble de l'économie nationale et redistribuer plus équitablement les richesses entre les différentes régions.

Cette nécessité est d'ailleurs confirmée par la Commission MacDonald. "Tout accord négocié avec les Etats-Unis, a-t-elle publié, devrait comporter des exclusions précises qui laisseraient certains domaines hors de l'accord et préserverait ainsi l'aptitude des gouvernements canadiens, à tous les niveaux, à poursuivre ses grands objectifs."

Il semble évident que l'année 1986 sera consacrée au libre-échange d'abord avec les Etats-Unis et ensuite, dès octobre, lors de la réunion des pays industrialisés à Tokyo où on entreprendra les discussions sur les échanges multilatéraux.

A part quelques exceptions, soit possiblement un nouveau discours du trône, un budget tout neuf, des coupures pour réduire le déficit et peut-être - si le Québec et le reste du Canada y consentent l'amorce des négociations constitutionnelles avec le premier ministre Robert Bourassa, le débat se fera autour de la libéralisation des échanges commerciaux.

A moins que le premier ministre Brian Mulroney prenne en considération les derniers sondages du mois de novembre qui indiquent que seulement 28 pour cent des Canadiens favorisent fortement le libre-échange contre 46 pour cent en avril 1984.

## Les personnalités de notre économie

# Vice-président de Câblestrie, Omer Girard n'a pas le temps de songer à la retraite

Si la capitulation des armées allemandes, en mai 1945, et, trois mois plus tard, la capitulation des armées japonaises, n'avaient pas obligé des centaines de pilotes de chasseur et de bombardier à dénicher un gagne-pain un peu moins périlleux, Omer Girard serait peut-être un pilote de ligne à la retraite aujourd'hui.

troisième en importance des entreprises québécoises engagées dans la câblodistribution.

Comparer la firme qu'il a fondée, en 1958,

ville, à Richmond, à St-Hyacinthe, à Bromptonville, à Windsor et à Lachute et, si Télé-câble du Bas St-Laurent, qui dessert Rimouski, Mont-Joli, Ste-Anne-

sa santé, qu'il entretient par une marche quotidienne de quatre kilomètres, un plongeon occasionnel, en été, cela s'entend, dans les eaux fraîches du lac

taille moyenne dont les 65.000 clients peuvent, jour et nuit, compter sur 90 employés pour réparer un câble de transmission défectueux.

Il était, depuis quelques années, représentant itinérant pour le compte d'une entreprise engagée dans la vente et la distribution de pièces électroniques, de lampes et de condensateurs, entre autres, lorsqu'il a senti que la câblodistribution qui, il y a 30 ans, en était à ses premiers balbutiements était vouée à un avenir prometteur. "J'ai rencontré les dirigeants d'une des rares entreprises qui, à cette époque, avaient développé une certaine expertise en la matière et c'est ainsi que j'ai ajouté l'équipement de câblodistribution à l'éventail de pièces que j'offrais à mes clients", rappelle Omer Girard en relevant que force lui a été de se familiariser le premier avec cet équipement puisque c'est lui qui devait initier le personnel des entreprises de câblodistribution qui commençaient à voir le jour dans les Cantons de l'Est.

Comme il ne voulait pas être obligé de se déplacer au moindre pépin, il s'efforçait de ne rien laisser au hasard. "Je livrais clef en main. Quand une entreprise me donnait sa quittance, son personnel savait tout du maniement et de la réparation de l'équipement", souligne-t-il.

Il s'en serait voulu de ne pas prêcher d'exemple. Sans négliger sa clientèle pour autant, il a fondé la firme Transvision Magog. C'était voilà 27 ans. Il n'a pas oublié à quel point il était difficile alors de convaincre un

exemple. Sans négliger sa clientèle pour autant, il a fondé la firme Transvision Magog. C'était voilà 27 ans. Il n'a pas oublié à quel point il était difficile alors de convaincre un

diennes de câblodistribution à produire ses propres émissions.

"En 1968, le Conseil canadien de la radio et des télécommunications a demandé aux entreprises de câblodis-

exemple, Bell Canada, incapable de mettre la patte sur la câblodistribution, a multiplié les tracasseries à l'endroit des câblodistributeurs pour les obliger à se plier à ses exigences.



Omer Girard

Escorter, le temps de la traversée du détroit de Cabot, aux commandes d'un avion poussif, les convois qui ravitaillaient les troupes canadiennes engagées dans des combats sanglants en Europe et survoler, par tous les temps, le détroit de Belle-Isle et le golfe St-Laurent afin d'empêcher le débarquement d'un contingent ennemi sur la côte de Terre-Neuve ou sur la côte du Labrador ou toute incursion des sous-marins allemands dans le fleuve St-Laurent

étaient tâches nécessaires, certes, mais peu glorieuses et, à habileté égale, le pilote dont la combinaison de vol gardait un parfum de poudre était préféré au pilote affecté à la surveillance du littoral.

Une fois démobilisé, Omer Girard n'a pu devenir pilote de ligne, mais après avoir complété des études abandonnées en cours de route, tâté de la vente aussi, il a bâti, pierre par pierre, une entreprise qui, au fil des années, allait devenir la

Transvision Magog, qui, pendant sa première année d'existence, avait eu toutes les peines du monde à recruter 500 clients et Câblestrie qui, seulement à Magog, à Ayer's Cliff et à North Hatley, compte aujourd'hui tout près de 7.000 clients, c'est évoquer d'une manière bien superficielle l'évolution de l'entreprise.

Car il n'y a pas qu'à Magog, à Ayer's Cliff et à North Hatley qu'elle est présente. Il y a aussi à Drummond-

des-Monts, Matane et Amqui, a gardé nominativement son identité, c'est que les dirigeants de Câblestrie, dont Omer Girard est vice-président, ont jugé que cette filiale devait conserver une appellation qui tienne compte de son rayonnement.

Omer Girard qui, samedi, a éteint, presque d'un seul souffle, les 65 bougies qui illuminaient son gâteau d'anniversaire n'a pas le temps de songer à la retraite. Il a beaucoup trop à faire et, comme

Memphremagog et des exercices de yoga, ne lui a jamais fait faux bond, il a constamment toute une kyrielle de projets dans la tête. "Je m'ennuierais à mourir, si je n'étais pas bâti de la sorte", avoue-t-il, comme s'il ne lui suffisait pas d'avoir, avec le concours, il est vrai, des neuf partenaires tous aussi enthousiastes que lui qui se sont joints à lui au fil des années, transformé, à force de travail et de ténacité, une minuscule entreprise en une firme de

Une entrevue de Gilles Dallaire



concitoyen de remplacer par un câble l'antenne qui coiffait sa maison. Cette fiche d'antenne, on ne devait plus un sou dessus alors qu'on devrait verser un loyer mensuel pour le câble. De plus, des stations de télévision, il n'en pleuvait pas et on ne voyait guère le besoin de dépenser, chaque année, une cinquantaine de dollars pour capter quelques stations de plus.

"J'ai tenté, de mon mieux, de faire comprendre que la télévision était une invention, toute récente, certes, mais promise à un brillant avenir, que de nouvelles stations ne tarderaient pas à entrer en ondes et que, de toute façon, capter six stations avec le câble, c'était mieux que de n'en capter que deux avec une antenne", de rappeler Omer Girard en soulignant que les clients de Transvision Magog ont accès, à présent, à 18 stations et que cette firme a été une des premières, sinon la toute première, des entreprises cana-

tribution de produire ou deux émissions chaque semaine. Comme j'étais le président de l'Association canadienne de télévision par câble dont j'avais été un des fondateurs, en 1957, j'étais assez mal placé pour refuser. J'ai accepté, même si je savais bien que la chose ne serait jamais rentable", raconte-t-il, en révélant que c'est avec de l'équipement déshéant, acheté d'occasion, qui occupait presque tout le studio, grand comme la main, aménagé pour les besoins de la cause, qu'a été produite la première émission à contenu local de Transvision Magog.

Parce qu'il a joué un rôle de premier plan au sein de l'Association canadienne de télévision par câble, d'abord, au sein de l'Association des câblodistributeurs du Québec dont il a été le président de 1974 à 1977, ensuite, c'est lui qui, plus souvent qu'autrement, a été et le porte-parole et le défenseur de ces deux organismes quand, par

"Si les demandes de Bell Canada avaient été agréées par le Conseil canadien de la radio et des télécommunications, les câblodistributeurs auraient été des percepteurs, rien de plus, car Bell Canada qui voulait fournir tout, antennes, câbles, amplificateurs, prises et raccords, ne leur aurait laissé que la perception", rappelle Omer Girard qui a mené des combats épiques contre le géant canadien des communications, durant des années, pour que les câblodistributeurs cessent d'être considérés comme des parasites.

Si, aujourd'hui, les câblodistributeurs canadiens sont respectés, c'est à lui qu'ils le doivent, pour une bonne part, et il a la ferme intention de continuer à veiller au grain aussi longtemps qu'il en aura la force, au risque d'obliger son épouse, Holly, ses cinq enfants et sa ribambelle de petits-enfants à ne le voir qu'en coup de vent, tant que tout danger n'aura pas été écarté...

CHAQUE SAMEDI DANS LES PETITES ANNONCES

**75\$ A GAGNER EN BONS D'ACHATS CHAQUE SEMAINE**

**CONCOURS PUZZLE 75**

**3 GAGNANTS DE \$25 CHACUN**

EN BONS D'ACHATS CHEZ L'UN DES 4 MARCHANDS "PUZZLE 75" DE LA SEMAINE, SELON VOTRE CHOIX

LES MARCHANDS PARTICIPANTS SONT LES SUIVANTS:

TERESA 33, rue Wellington nord	LE JARDINIER AMATEUR 2150, rue King ouest	BOUTIQUE EDUCATIVE DE L'ESTRIE 2520, rue King ouest	TELE-SON Place Wellington et Galeries 4 Saisons
CORSETTERIE LES PROMENADES KING 2219, rue King ouest	COUVRE-SIEGES SHERBROOKE INC. 175, rue Quatre-Pins	MATELAS HOUDE INC. 340, 10e Avenue sud	PRODUCTION VIDEO L.M. 966, rue King ouest Suite 203
G. DOYON TV 1112, rue Conseil	LES 5 MARCHES GAUDETTE	SALON NAT 438, 11e Avenue nord	L'ATELIER DU BIJOU 670, rue Galt ouest
BOUTIQUE GISELLE 38, rue Principale, Windsor	PAUL GREGOIRE LTEE 2425, rue King ouest	ANT. PATIENT ENR. 324, 13e Avenue sud	A.L. TELE-PHOTO Place Wellington, 124, Wellington nord

**PRIX IMBATTABLE SUPER VENTE d'après les Fêtes PROFITEZ-EN!**

**ON VOUS REMBOURSE** la différence si vous trouvez le même article annoncé à moins cher ailleurs.

**Branchez-vous au meilleur service!**

**SONY WALKMAN** Meilleur prix en ville \$???

**SONY STEREO** Combiné magnétocassette \$139<sup>95</sup>

**SONY TABLE AU LASER** Performance incroyablement à prix abordable, par les maîtres du digital, Sony. Télécommande en option. \$479<sup>95</sup>

**SONY TRINITRON** 20" PRIX SPECIAL \$599 (Quantité limitée)

**SONY** Valeur sûre et sonorité splendide 40 watts total \$599 (Base en sus)

**VIDEOTECH**

- 10 techniciens
- Atelier moderne
- Club vidéo à Sherbrooke

910 King Ouest Sherbrooke 569-9963

190 Lindsay Drummondville 478-4634

Galeries Orford Magog 843-6621

L'Estrie

# Le berceau de la laine mohair au Québec

par Michel Morin

**FLEURIMONT** — Bien peu de gens le savent, mais la région de l'Estrie occupe une place de choix au niveau du Québec en ce qui a trait à la production de laine mohair. De fait, la région estrienne s'avère être le berceau de ce genre de production.

Et il est faux de croire qu'il n'y a aucune différence entre la laine de type mohair, la laine angora et la laine simple, dite laine ordinaire ou conventionnelle.

Le mohair est produit, dans une proportion respective de 75 et de 25 pour cent, à partir de la laine provenant des chèvres angora et de la laine de mouton. La laine de mouton est, quant à elle, une fibre propre à ce genre d'élevage, tandis que la laine angora est produite à même la fourrure de lapins angora.

En banlieue de Sherbrooke, soit plus précisément dans la municipalité de Fleurimont, deux éleveurs de chèvres angora tentent de donner à la laine mohair une place de choix.

Paul Monette et Diane Bolduc

Et il est faux de croire qu'il n'y a aucune différence entre la laine de type mohair, la laine angora et la laine simple, dite laine ordinaire ou conventionnelle.

Le mohair est produit, dans une proportion respective de 75 et de 25 pour cent, à partir de la laine provenant des chèvres angora et de la laine de mouton. La laine de mouton est, quant à elle, une fibre propre à ce genre d'élevage, tandis que la laine angora est produite à même la fourrure de lapins angora.

En banlieue de Sherbrooke, soit plus précisément dans la municipalité de Fleurimont, deux éleveurs de chèvres angora tentent de donner à la laine mohair une place de choix.

Paul Monette et Diane Bolduc

La production de chèvres angora offre aux producteurs deux alternatives par lesquelles ils peuvent écouler leur marchandise.

Dans un premier temps, les producteurs peuvent écouler la laine des chèvres par l'intermédiaire de l'entreprise privée, à savoir la firme Mohairbec. La fibre est entièrement traitée par cette entreprise qui voit à la laver, la carder, la filer, pour enfin la teindre selon les exigences du marché.

Par ailleurs, les producteurs peuvent vendre leur laine en vrac. Lorsque c'est le cas, la fibre prend la route du Texas. Elle est ensuite dirigée vers l'Angleterre où elle est traitée, pour finalement revenir sur le marché intérieur québécois.

Dans une proportion plus faible, les producteurs québécois peuvent transformer, de façon artisanale, la fourrure de leurs chèvres et éventuellement en faire un produit fini, soit un chandail ou un passe-montagne, tout en prenant bien soin de la mélanger à la laine de mouton.

Comme l'explique Paul Monette, la laine mohair possède des caractéristiques qui en font d'elle un produit de plus en plus en demande parmi les consommateurs.

"C'est une fibre qui est plus soyeuse que la laine ordinaire. De plus, le confort qu'elle procure est meilleur que la simple laine. Aussi, le mohair est plus chaud que la laine de mouton", explique le producteur.

Au dire de Diane Bolduc, le mohair ne doit pas être considéré comme étant un produit de luxe.

"Il est vrai que le mohair est assez dispendieux à l'achat, notamment à cause des transformations qu'il doit subir. Mais cela n'en fait pas pour autant un produit de luxe. C'est plutôt un produit de classe", indique Diane Bolduc.

De façon générale, chaque chèvre angora (d'origine texane) produit en moyenne quelque sept livres de fibre par année. Une année impliquera aussi deux tontes des chèvres, une au printemps et une autre à l'automne.

"Une chèvre qui produit 10 livres de laine par année doit être considérée comme ayant un excellent rendement. Et ces chèvres peuvent peser au maximum 120 livres", précise Paul Monette.

Finalement traité, le mohair est retourné aux producteurs qui s'occupent de le transformer en produits de consommation. Ainsi, des chandails, des tuques, passe-montagne et des ensemble pour les enfants sont confectionnés à partir du mohair.

Au total, cinq tricoteuses travail-

lent pour le compte de la firme opérée par Paul Monette et Diane Bolduc.

Même si cette production est dite marginale et que les deux producteurs sont établis depuis moins d'un an à Fleurimont, ils espèrent que l'avenir leur réservera d'agréables moments.

Les vêtements écoulés à la boutique attenante à la maison de ferme devraient permettre un jour, du moins l'espèrent-ils, aux deux producteurs de vivre de leur production. Et c'est là tout le défi.

## Convaincus de pouvoir redonner à leur terre sa vocation agricole d'autrefois

**FLEURIMONT (MM)** — "Nous sommes tous deux convaincus de pouvoir redonner à cette terre sa vocation agricole d'autrefois. Le défi, même si nous avons une production dite marginale, c'est d'arriver à en vivre et ainsi sauver cette terre."

Sur cette dernière citation, Paul Monette et Diane Bolduc semblent être en accord complet.

Il y a encore de l'espoir pour les petites entreprises agricoles au

cole permet à Paul Monette et Diane Bolduc de revenir, en quelque sorte, aux origines québécoises.

Bien qu'il soit encore trop tôt pour affirmer une autosuffisance,



Photo La Tribune par Bernard Vanier

Loin d'être des bêtes féroces, les chèvres angora adorent demeurer en étroit contact avec leurs propriétaires.



Photo La Tribune par Bernard Vanier

A partir de l'élevage de chèvres angora et de la production de laine mohair, les deux producteurs, Paul Monette et Diane Bolduc, parviennent à réaliser de belles pièces de vêtements.

## Le monde agricole

**SHERBROOKE (MM)** — Une étude financée par le "Canada West Foundation" est venue s'ajouter à toutes celles qui attaquent les offices agricoles de commercialisation. Dénonçant les barrières qui entravent le commerce interprovincial, elle cite les offices, les subventions ou les programmes provinciaux d'autosuffisance, les normes établies par les provinces et les politiques fédérales de transport parmi les principaux obstacles à lever pour assurer la libéralisation des échanges entre les provinces.

— O —

La production mondiale de blé, pour l'année financière 1985-1986, est évaluée à 506,3 millions de tonnes, une augmentation de 1,4 million de tonnes, soit moins d'un pour cent par rapport au mois dernier, mais une diminution d'un pour cent par rapport à un an plus tôt.

— O —

Toujours selon ces estimations, publiées dans la Chronique des grains, la production mondiale de céréales secondaires, en 1985-1986, atteindra des niveaux records de 844,1 millions de tonnes, une augmentation de 3,1 millions, soit moins d'un pour cent par rapport au mois dernier et une augmentation de quatre pour cent par rapport à l'année dernière.

— O —

Quant à elle, la production mondiale d'oléagineux est évaluée à un niveau record de 196,5 millions de tonnes, une augmentation de 0,3 million de tonnes, soit moins d'un pour cent par rapport au mois dernier, et une augmentation de 5 pour cent par rapport à l'an dernier.

De 1977 à 1981, la production mondiale de porc s'est élevée à une moyenne annuelle de 44,6 millions de tonnes. Depuis le début de la décennie, la production n'a cessé de croître et elle devrait atteindre 53,6 millions de tonnes en 1986. Ce phénomène de croissance devrait continuer au cours des années à venir.

— O —

La République Populaire de Chine (RPC) est le plus important producteur mondial dont les stocks ont atteint, en moyenne, près de 300 millions de porcs au cours de la dernière décennie. Bien qu'il n'y ait pas eu un accroissement marqué des stocks de la RPC au cours des dernières années, le nombre de porcs abattus est passé d'une moyenne de 182 millions, de 1977 à 1981, au nombre estimé de 240 millions en 1986.

— O —

En conséquence de l'abattage accru, la production porcine de la République Populaire de Chine devrait passer de la moyenne annuelle de 9,6 millions de tonnes, enregistrée de 1977 à 1981, à un volume prévu de 15,8 millions de tonnes en 1986. La part du marché mondial qu'occupe la RPC sera donc passée de 22 pour cent, de 1977 à 1981, à 30 pour cent en 1986. Au cours de la période, la production mondiale de porc s'est accrue de neuf millions de tonnes, dont 6,2 millions provenaient de la RPC.

— O —

L'Office canadien de commercialisation des oeufs distribue un livre de recettes faciles à l'intention des enfants. Des institutions particulièrement détaillées permettent à ces derniers de s'initier ainsi progressivement à la cuisine micro-ondes.

**En solde 349<sup>95</sup> \$**



**Télécouleur Hitachi 14 po**

- Trois ans de service
- Vingt ans de garantie sur tous les mini-circuits transistorisés

**En solde 479<sup>95</sup> \$**

**Magnétoscope Luminar VHS VT-88**

- Garantie de vingt-quatre mois sur les pièces
- Mécanisme de chargement frontal
- Télécommande sans fil à 12 fonctions
- Système à cinq têtes
- Minuterie programmable six émissions pour quatorze jours



**Système SR-1900**

- Récepteur stéréo MA-MF - 20 watts par canal, D.H.T. 0.03%
- Système de syntonisation orientée
- Antenne cadre MA à haut grain
- Magnétocassette stéréo DE-12S (en option)
- Tourne-disque HT-1 à entraînement par courroie
- Haut-parleurs HSP-400 - 40 watts, 2 voies
- Meuble-support LAC-2002 fini noyer avec roulettes



**HITACHI**

**L'ELECTRONIQUE FIABLE... & abordable**

Carte de crédit disponible



BUREAU & BUREAU inc

SHERBROOKE: 600, Galt Ouest ASBESTOS: 566,1 Avenue

**BUREAU & BUREAU inc**

SHERBROOKE: 600, Galt Ouest ASBESTOS: 566,1 Avenue

la tribune arts et divertissements

Au Québec en 1985

L'échec de la loi 109: l'événement de l'année pour le cinéma

par Pierre Roberge

**MONTREAL (PC) — L'événement de l'année en cinéma au Québec aura été le ratage de la loi 109. Avec pour conséquence que les "majors" américains obtiendront toujours les droits de distribution au Québec de films italiens ou australiens, du simple fait qu'ils les auront pour les Etats-Unis.**

Le gouvernement du Parti québécois n'est pas arrivé à promulguer avant la fin de 1985 les règlements pertinents d'une loi adoptée à l'été de 1983. En sacrifiant trop docilement aux rites administratifs (enquête, audiences, consensus), il s'est retrouvé coincé par le temps.

Au grand dam des distributeurs indépendants québécois, qui gardent le choix parmi les films que les grosses compagnies leur laissent passer parce qu'ils s'annoncent moins payants.

Au grand soulagement par contre des exploitants de salles, qui se voyaient pris en otages; en cas d'entrée en vigueur du règlement, les grands distributeurs auraient, avec un bel ensemble, boycotté le Québec, entraînant la faillite rapide des salles qui font avant tout leur argent avec de grosses productions hollywoodiennes.

En tout cas, c'était la menace formulée en septembre devant la Régie du cinéma, par Universal et Paramount. Ils étaient horrifiés rien qu'à penser qu'ils auraient à passer par des intermédiaires québécois.

Et pourtant le règlement proposé

ne touchait pas aux habitudes des "majors" quant aux films dont ils sont eux-mêmes producteurs ou dont ils détiennent les droits mondiaux.

Ce que la loi 109 aurait aboli est l'intégration du Québec — une tradition remontant aux années 20 — au marché continental des "majors". Quant à abolir l'intégration du Canada à ce même marché, ça demandera de la volonté politique du côté d'Ottawa.

Au Québec, les partisans déçus de la loi 109 entretiennent l'espoir que le gouvernement Bourassa promulgue le fameux règlement; les députés libéraux avaient tous voté en sa faveur en 1983.

Préférés du public

Concrètement, le public des salles québécoises a continué de se déplacer pour les histoires à flots de hémoglobine de Hollywood: Rambo (avec Sylvester Stallone) a rapporté environ \$1 million en anglais (sorti en mai) et autant en français (sorti en août).

Commando (avec Arnold Schwar-

zenegger), estime le distributeur Astral Films, a réussi environ 60 pour cent du score de Rambo.

Du côté québécois (en co-production avec la France), les succès au guichet ont été Le Matou (sorti en septembre) avec un total de \$870.000 puis Hold-Up (sorti en octobre) avec \$650.000.

Une production purement québécoise, Elvis Gratton, arrive troisième avec près de \$200.000 après seulement six semaines. L'acteur Julien Poulin et le réalisateur Pierre Falardeau servent une tranche d'ethnologie caricaturale en partant de l'idolâtrie du héros (garagiste de son métier) pour le "King" du rock and roll.

Incidentement, le tournage de Hold-Up a débuté à Montréal en mai, quand se terminait celui de Pouvoir intime, une autre histoire de vol important, mise en scène par Yves Simoneau.

Sujets similaires mais moyens différents: alors que le film de Belmondo a déjà engrangé les revenus des salles, la production québécoise avec Pierre Curzi ne sortira qu'en mars 1986.

Filiale d'Astral-Bellevue-Pathé, Astral Films démontre à sa façon que la loi 109 est applicable à la distribution. Depuis plusieurs années, la compagnie de Saint-Laurent distribue au Québec les films que distribuent aux USA des "majors" en bonne et due forme: Twentieth Century Fox, Columbia et Tristar.

Alors pourquoi eux et pourquoi pas les autres grands distributeurs qui ont dénoncé le projet de règlement? Peut-être ces derniers n'aiment-ils pas négocier sous la "contrainte" d'un projet de loi, avance Harold Greenberg, président d'Astral.

Selon M. Greenberg, le gouvernement et les intérêts privés US étaient sur le point de s'entendre lorsque le département d'Etat a décidé de faire pression sur Québec, juste avant les élections.

Délais raccourcis

Un autre règlement de la loi 109, entré en vigueur à l'automne, n'a pas posé de problème chez les Américains: c'est celui imposant un délai maximum de 60 jours entre la sortie d'un film en anglais et celle de la version française.

Ainsi la grosse production Santa Claus (avec Dudley Moore) est sortie simultanément en français et en anglais. Astral Films affirme qu'elle a fait accélérer à Paris le doublage d'autres productions US (White Nights, Enemy Mine) pour qu'elles sortent au plus tôt (cet hiver) en français au Québec.

C'est avantageux pour le public francophone de même que pour le distributeur. En exploitant plus tôt le marché francophone des salles, cela évite d'être pris de vitesse par le marché du magnétoscope.

Car si beaucoup de francophones hésitent à se déplacer pour un film en anglais, ils envisagent plus facilement de se procurer la cassette pour le voir dans leur salon, même en anglais.

Au chapitre du nerf de la guerre, créateurs et producteurs québécois ont été inquiets de constater qu'un des dirigeants importants de Téléfilm Canada (la "banque" étatique des productions privées) ait déménagé de Montréal à Toronto.

En octobre, Radio-Canada annonçait aussi qu'elle serait parcimonieuse pour s'engager (comme elle le faisait depuis deux ans) dans des projets de longs métrages destinés d'abord aux salles et dont on sortait, pour le besoin, une mini-série.

Il est normal que la télévision d'Etat préfère les feuilletons et mini-séries à un long métrage qui fera à peine deux heures à l'écran.

LE FILM LE PLUS SPECTACULAIRE DE TOUS LES TEMPS

2e sem.

**Santa Claus**

\*\*\* En Version Française \*\*\*

les MUPPETS attaques BROADWAY

Muppets 1930 - 5h40  
9h30 Santa Claus 2h20  
7h30 1er Janv. Santa  
Cinéma de Paris  
Cinéma 7830 Muppets 9h30 117 rue King SHERBROOKE 568 2578

**LA MAISON DU CINÉMA**

DU 26 AU 30 DEC.

SALLE 1 7h00 E.T. L'EXTRATERRESTRE  
9h15 INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT

SALLE 2 7h15 LES RIPOUX  
9h30 3 HOMMES ET UN COUFFIN

31 DECEMBRE ET 1er JANVIER  
SALLES FERMEES.

BONNE ET HEUREUSE ANNEE!

CONSULTEZ LA REVUE

63, rue King ouest, Sherbrooke 566-8782

Un événement d'ordre financier avant tout

**MONTREAL (PC) — Un des événements marquants de 1985 en télévision fut avant tout d'ordre financier: à la mi-septembre, Télé-Métropole était achetée par Power Corp. pour quelque \$98 millions.**

Si elle n'a pas eu le temps d'avoir des effets visibles sur les émissions du canal 10, la transaction a néanmoins permis d'intégrer celui-ci à un puissant conglomérat, une semaine après que CFCF Inc. (canal 12) eût décroché la licence fédérale pour exploiter une nouvelle chaîne privée francophone.

Baptisée Télévision Quatre-Saisons (TQS), elle entrera en ondes en septembre prochain; le responsable de la programmation est Guy Fournier, déjà connu des auditeurs comme auteur de feuilletons, à TM autant qu'à Radio-Canada.

Depuis 1961, ces deux dernières se partageaient presque seules les millions de la vente de réclame en télévision française.

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a donc rejeté les objections voulant que le groupe CFCF, déjà très diversifié avant de gérer TQS, contrôle trop de sources d'informations pour le bien de la liberté d'expression en général.

En tout cas Guy Fournier et le propriétaire Jean Pouliot ont promis que les salles de nouvelles du canal 12 et de TQS seraient absolument séparées et indépendantes. Le CRTC a préféré leur projet à celui de Cogeco, qui possède des stations à Trois-Rivières et Sherbrooke.

A Radio-Canada, toujours dans la veine de l'austérité décidée par le gouvernement Mulroney, la direction a annoncé cet automne des coupures de \$60 millions, assurant toutefois qu'il n'y aura pas d'autres mises à pied et que ces contraintes ne nuiront pas au produit fini.

Or justement, après une absence d'un an, la

télévision d'Etat a pu ressortir en octobre son grand succès, Le Temps d'une paix; Jean Besré s'est affirmé en reprenant le personnage du regretté Pierre Dufresne.

Le feuilleton d'époque écrit par Pierre Gauvreau est à nouveau le plus regardé au Canada français: 2,35 millions de téléspectateurs, suivi de La Bonne Aventure (oeuvre de Lise Payette) avec 2,014 millions, précise le dernier palmarès Nielsen.

Fuite du baseball

Du côté de Sondages BBM, autre note encourageante pour RC: cet automne dans la région de Montréal, aux heures de grande écoute (19 h-23 h), le canal 2 obtenait une part d'auditoire (pourcentage des téléspectateurs allumés) de 27,5 pour cent contre 24 à Télé-Métropole.

À l'automne de 1984 aux mêmes heures, les concurrentes étaient égales à 27 pour cent tandis qu'à l'un des derniers "pré-automne" (en septembre), la station privée menait largement, par 28 à 21.

Ainsi mené par Radio-Canada lors du dernier "sweep" (le gros sondage, mi-octobre à mi-novembre), le canal 10 explique que le baseball (même de championnat) a fait fuir ses auditeurs par légions. TM affirmant qu'elle renonce au baseball, RC sera-t-elle obligée en 1986 de "ramasser" le jeu de balle jusqu'à la mi-octobre?

Toujours à la colonne des parts d'auditoire, Sondages BBM indique des changements assez significatifs au poste "autres" qui, outre TVFQ-99 et le réseau PBS, illustre surtout l'usage du magnétoscope et l'abonnement à des chaînes payantes.

Cet automne entre 19 h et 23 h, les films en cassettes loués ont une part de huit pour cent, contre six un an plus tôt. Pour l'heure entier, cette part augmente de huit à 10 pour cent.

Cet été, révélait une étude de la firme Jolicoeur et Associés, les vidéoclubs de quartier avaient 58 pour cent de titres en français, même si ceux-ci ne constituent que 20 pour cent du stock disponible.

Radio-Québec, en chiffres absolus, est restée marginale; sa part d'auditoire 19 h-23 h est restée à cinq pour cent d'un automne à l'autre, celle de l'horaire entier à quatre pour cent. Dans ses communiqués, RQ aime aller jusqu'à la décimale et souligner que sa part dans le marché de Montréal est passée de 3,9 à 4,4 pour cent.

"L'autre" télévision d'Etat a par ailleurs offert en 1985 un produit unique: du direct, sans que ce soit un match sportif, un bulletin de nouvelles ou des débats parlementaires.

Impro et réclame

Ce sont les rencontres de la Ligue nationale d'improvisation, qui ont débuté au printemps avec le Mondial et se poursuivent main-

tenant avec le match du dimanche soir.

De plus, Radio-Québec a continué de s'ouvrir prudemment à la réclame commerciale, se fixant une norme de six minutes l'heure (la moitié du maximum permis par le CRTC).

Incidentement, la publicité ne fait pas toujours changer de chaîne, même avec une commande sans fil. Chez beaucoup de spécialistes, elle est perçue comme un raccourci à la réalité pour l'auditoire, les annonces locales donnant même un certain sentiment d'appartenance.

Le rythme de la réclame marque la vie du téléspectateur nord-américain, les interruptions permettant de faire autre chose.

En France, où les messages publicitaires sont regroupés dans des périodes données, les nouvelles chaînes privées demandant aux pouvoirs publics la permission d'interrompre les émissions par des "spots", ce qui ne s'est jamais vu là-bas.

Chez nous, inversement et jusqu'à un certain point, les grands réseaux américains ont quelque peu regroupé leurs réclames durant les matches de football. Ils ont un peu réduit la durée de ceux-ci qui, en 1984, allaient chercher dans les trois heures 15 minutes.

**Le film de la rentrée**

**PÉRIL EN LA DEMEURE**

MICHEL DEVILLE  
CHRISTOPHE MALAVOY  
NICOLE GARCIA  
MICHEL PICCOLI  
RICHARD BOHRINGER  
ANEMONE

3-4-5-6-7-8  
JANVIER  
19h30 et  
21h30

**KINÉART**

Billets: 25 adultes  
Étudiants: 2,50\$  
One-Series: 24\$ pour 15 films

Salle Maurice L'Abbaye  
**CENTRE CULTUREL**  
Université de Sherbrooke  
821-7744

**Super Écran**  
LE CANAL DE FILMS

Pour vous abonner, appelez votre câblodistributeur ou le (514) 288-2188.

<b>Vidéotron Ltée</b> SHERBROOKE 566-7711	TRANSVISION PARE 821-2021	TRANSVISION LENNOXVILLE 564-2262	MEGANTIC TRANSVISION INC. 583-0432	TRANSVISION (COATCOOK) INC. 849-4088	CABLESTRIE INC. (MAGOG) 843-3358
---	------------------------------	-------------------------------------	---------------------------------------	---	-------------------------------------

**LOCATION**

• TV • VIDEO • CASSETTES  
• JEUX VIDEO • AMPLIFICATEURS • ETC.

**G. DOYON TV/SON**

1112 rue Conseil, Sherbrooke  
Tél. 565-3177, 562-7886

**AU BAR COUNTRY LA RONDE**

4756, boul. Bourque, Rock Forest

**POUR DECEMBRE**  
les jeudis, vendredis et samedis de 9h à la fermeture.

**DANSE COUNTRY**  
ORCHESTRE

Reservations pour vos party des Fêtes: 569-1444

27 DEC. ETIENNE ET MONIQUE 8-7  
28 et 31 DEC. LES BENJAMINS

Tous les après-midi  
12h45 - 2h45 - 4h45

Version Française de "The Care Bears Movie"

ADMISSION: 3,50\$  
ENFANTS: 2,50\$

**Les CÂLINOURS**

**COCOON**

Version française

**CINEMA 1** En soirée: 7h20, 9h30

MICHAEL DOUGLAS KATHLEEN TURNER DANNY DEVITO

**The JEWEL of the Nile**

They're back again...  
Romancing a brand new Stone.

**CINEMA 2** 12h40 - 2h50 - 5h00  
7h10 - 9h20

**CINEMAS CARREFOUR DE L'ESTRIE**  
3050, boul. Portland, Sherbrooke, 565-0366

**TELE-7** RECOMMANDE CALINOURS - COCOON - ROCKY IV

**ROCKY! ROCKY! ROCKY!**  
Tous acclament le Champion!

En français

**ROCKY IV**

AUCUN LAISSEZ-PASSER  
1h00 - 3h00 - 5h00  
7h00 - 9h00

**CINEMA 3**

# Les attentats meurtriers de Rome et Vienne

# Washington et Jérusalem soupçonnent Abou Nidal

d'après AFP

Washington et Jérusalem orientent hier leurs soupçons vers le groupe Abou Nidal, mouvement palestinien opposé à M. Yasser Arafat, 48 heures après le double attentat de Rome-Fiumicino et de Vienne-Schwechat, Israël accusant en outre la Libye de soutenir le groupe terroriste.

La piste Abou Nidal est prise très au sérieux par de nombreux experts israéliens, qui avaient d'abord accusé l'OLP d'être responsable des 18 morts et 105 blessés des deux attentats. Mais les Israéliens estiment à présent que la centrale palestinienne n'est pas, cette fois-ci, la bonne adresse, comme l'écrit le quotidien Davar, proche des travaillistes.

A Washington, un haut responsable du gouvernement, évoquant l'éventualité de représailles israéliennes contre l'OLP, a estimé qu'il s'agirait d'une action inadaptée car, a-t-il dit, les massacres ont apparemment été commis par le groupe Abou Nidal, soulignant que l'OLP a condamné les attentats. Enfin, à Bonn, l'hebdomadaire ouest-allemand Bild am Sonntag a affirmé dimanche que le colonel Mouammar Kadhafi, chef de l'Etat libyen, a passé un contrat avec Abou Nidal, auquel il verserait an-

nuellement \$32 millions pour commettre des attentats.

Les hommes d'Abou Nidal voyagent avec des passeports marocains et résident dans des pensions bon marché avant de commettre leurs attentats, comme à Vienne et à Rome, a écrit Bild am Sonntag, en précisant que les autorités allemandes ont été mises en alerte.

Plusieurs commandos terroristes arabes se trouvent actuellement en Europe, avec l'ordre de commettre de nouveaux attentats semblables à ceux de Rome et Vienne, a affirmé le journal.

Le soutien fourni par Tripoli au terrorisme est en tout cas tenu pour un fait avéré en Israël, où le ministre des Affaires étrangères, M. Yitzhak Shamir, a invité le monde civilisé à coordonner ses efforts pour punir un Etat - la Libye - qui se permet d'aider les terroristes. De fait, l'agence officielle libyenne Jana a qualifié dimanche les atten-

tats de Rome et de Vienne d'opérations héroïques, dénonçant les régimes arabes qui ont condamné les tueries, notamment la Tunisie, l'Egypte et la Jordanie. La Ligue arabe a également condamné les attentats.

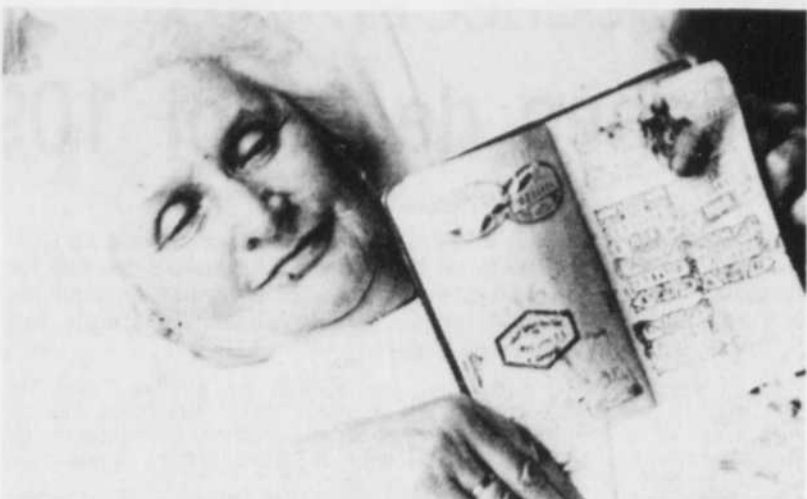
Israël, par la bouche de M. Yitzhak Shamir, a réaffirmé samedi son intention de réagir. Mais le gouvernement israélien est décidé à recueillir des informations avant de frapper. La lutte contre le terrorisme ne souffre pas d'improvisation, a déclaré un haut responsable gouvernemental.

En attendant, le ministre israélien des Transports M. Haim Corfou, a annoncé hier son intention de demander à ses homologues du monde entier, y compris du bloc communiste, de convoquer une conférence spéciale destinée à renforcer la lutte contre le terrorisme. Interviewé par la radio israélienne, M. Corfou a déclaré que son appel serait adressé lundi aux ministres des Affaires étrangères du monde entier dans le but, notamment, de faire accepter par tous les conventions de Tokyo, de la Haye et de Montréal, sous peine de boycottage.

Le gouvernement américain a quant à lui adressé des messages à toutes les parties concernées au Proche-Orient, notamment Israël, pour les inviter à faire preuve de modération, a annoncé samedi le porte-parole de la Maison-Blanche, qui a indiqué que le président Ronald Reagan étudiait des rapports des services de renseignements sur les attentats.

Les options militaires à la disposition d'Israël seraient certainement contraires aux progrès du processus de paix au Proche-Orient, a déclaré de son côté un haut responsable du gouvernement américain, qui évoquait la possibilité d'une action israélienne du genre du raid contre le QG de l'OLP à Tunis le 1er octobre dernier.

C'est d'ailleurs cette opération qui pourrait avoir motivé l'attentat à l'aéroport de Rome-Fiumicino: les enquêteurs italiens ont trouvé sur les quatre terroristes un message en arabe déclarant: "Nous connaissons la route qu'ont empruntée les avions sionistes qui ont frappé le siège de l'OLP à Tunis. Pour chaque goutte de sang versée,



Blessée dans l'attentat de vendredi dernier à l'aéroport de Vienne, Charlotte Krieger, 61 ans, exhibe le passeport de sa fille troué d'une balle. Elle croit que sa fille a été sauvée par le passeport, bien qu'elle soit encore hospitalisée aux soins intensifs.

tant pour le raid de Tunis que pour le reste, nous ferons couler en échange des fleuves de sang". Plusieurs quotidiens arabes avaient ac-

cusé à l'époque les autorités italiennes d'avoir permis le ravitaillement des chasseurs israéliens depuis une base de l'OTAN en Sicile.

## La Syrie appuie le plan de paix du Liban

BEYROUTH (AFP) — Le président syrien Hafez al Assad, en recevant hier les chefs des trois principales milices libanaises, a donné sa bénédiction à l'accord qui doit mettre fin à la guerre du Liban qui, en onze ans, a coûté la vie à plus de 100.000 personnes.

M. Assad a exprimé son souhait de voir tous les Libanais attachés à l'indépendance et à l'unité du Liban ainsi qu'à son appartenance arabe à accorder sans tarder leur appui à cet accord.

Cet accord, signé par trois représentants de la génération de la guerre, doit, pour ne pas échouer comme les neuf précédentes tentatives de solution de la crise libanaise depuis 1975, aboutir rapidement à un cessez-le-feu global. Un nouveau gouvernement doit en effet être rapidement mis sur pied. Il aura un an pour pacifier le pays et rouvrir toutes les voies de communication. Durant cette période, les milices seront dissoutes et leurs armes vendues à l'Etat.

Pour réussir, le gouvernement libanais peut compter sur l'appui de la Syrie, dont des troupes seront postées dans divers points du pays, selon un plan de sécurité mis au point par le conseil des ministres. Les unités syriennes devront épau-

ler la gendarmerie libanaise, qui se voit confier toutes les tâches de sécurité. L'armée libanaise, en effet, devra rejoindre ses casernes afin de subir un nouvel entraînement sous la direction de l'armée syrienne.

Si cette première étape réussit, alors, estime-t-on à Beyrouth, il sera possible de procéder à une réforme de la constitution, à l'augmentation du nombre des députés, pour qu'après une période transitoire, le Liban se débarrasse du système confessionnel qui le régit depuis son indépendance.

Pour la première fois, les aspects les plus dramatiques de la guerre ont été pris en compte, notamment celui des personnes déplacées et des disparus. Dans un pays, où selon les estimations, près de deux Libanais sur trois ont dû déménager depuis 1975, l'accord prévoit le retour de tous les réfugiés dans leur foyer dans un délai de trois ans.

## Yasser Arafat a encore besoin de repos

TUNIS (AFP) — Yasser Arafat va bien, mais a encore besoin de repos après un début de bronchite, a-t-on appris dimanche à Tunis de source responsable palestinienne.

Interrogée par l'AFP sur l'état de santé du dirigeant palestinien après des informations de presse faisant état d'une grave maladie de celui-ci nécessitant des soins intensifs, cette source a précisé qu'un médecin jordanien s'était rendu à son chevet la semaine dernière à Tunis - siège du quartier général de l'OLP. Ce médecin a quitté Tunis mercredi en précisant que le chef de l'OLP n'avait rien de sérieux, mais qu'il devait encore se reposer quelques jours, a-t-on ajouté de même source.

A l'ambassade de France à Tunis, on démentait par ailleurs formellement avoir transmis quoi que

ce soit à Paris au sujet d'une grave maladie dont serait atteint M. Arafat. Ce démenti se réfère à une information de l'hebdomadaire français Le Journal du Dimanche faisant état dans son édition du 29 décembre d'un rapport de l'ambassadeur de France à Tunis, M. Eric Rouleau, informant le Quai d'Orsay que M. Arafat souffrait d'une arthrite tuberculeuse aigue et d'une dépression nerveuse.

Mal diplomatique? A Tunis et Amman, les observa-

teurs avaient fait état d'une "maladie diplomatique" de M. Arafat lui permettant d'éviter de se rendre trop vite dans la capitale jordanienne, où l'attendait le roi Hussein. La visite d'un médecin jordanien, probablement dépêché par le roi, estimant ces mêmes observateurs, semblait destinée plus à vérifier la réalité de la maladie de M. Arafat qu'à rassurer le dirigeant palestinien sur son état de santé.

M. Arafat était en effet attendu à Amman au début de la semaine dernière pour donner au roi Hussein une réponse à sa proposition du 12 novembre dernier concernant une acceptation écrite par le dirigeant palestinien des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de

l'ONU, selon une source diplomatique à Amman. Cette reconnaissance est rejetée par les fractions palestiniennes hostiles à M. Arafat.

Cette question-clé, une des conditions posées par les Etats-Unis et Israël pour la tenue d'une Conférence internationale sur le Proche-Orient, a fait l'objet d'une réunion informelle du Comité exécutif de l'OLP les 21 et 22 décembre à Tunis, a-t-on par ailleurs appris de bonnes sources dimanche dans la capitale tunisienne.

Aucune indication sur les résultats de cette réunion, tenue dans le plus grand secret pour des raisons de sécurité, n'avait cependant pu être obtenue depuis à Tunis.

## Dès la fin de janvier Éèves et étudiants noirs invités à reprendre l'école

JOHANNESBURG (AFP) — Une conférence nationale réunissant quelque 600 pédagogues et dirigeants de l'opposition noire a recommandé dimanche aux élèves et étudiants noirs de reprendre l'école à la fin du mois de janvier prochain.

La conférence, réunie après six mois d'un boycottage qui a gravement perturbé le travail scolaire de la plupart des enfants noirs, a en outre exigé du gouvernement sud-africain satisfaction, dans un délai de trois mois, sur une série de revendications concernant la qualité et les conditions de l'enseignement dispensé aux noirs.

Réunie pendant deux jours à l'université Witwatersrand de Johannesburg à l'initiative du Comité de crise des parents d'élèves de Soweto (SPCC), cette conférence a résolu de se réunir à nouveau fin mars prochain pour décider de l'attitude à adopter - au vu des mesures que le gouvernement aura ou n'aura pas prises d'ici là concernant la suite du mouvement.

En principe, les écoles reprennent en Afrique du Sud aux alentours du 8 janvier. Les enfants noirs, cependant, n'y retourneront qu'à la fin du mois, a-t-on décidé, pour donner au gouvernement de Pretoria le temps de prendre la mesure de cet ample mouvement de contestation de la ségrégation raciale dans les écoles, et de remettre en état les écoles incendiées (le plus souvent par les élèves eux-mêmes) lors des émeutes qui ont ravagé les cités noires en 1985.

Plusieurs membres du SPCC avaient rencontré la semaine dernière à Lusaka (Zambie) la direction du Congrès national africain (ANC, interdit en Afrique du Sud) pour recueillir son point de vue sur ce boycottage, qui a empêché la majorité des enfants de Soweto, la grande cité noire aux portes de Johannesburg, d'accomplir une année scolaire normale.

reprises pendant les fêtes de Noël son mari Nelson Mandela à la prison de Pollsmoor.

Personnalités tuées Par ailleurs, Mme Molly Blackburn et M. Brian Bishop, deux fervents adversaires du système d'apartheid en Afrique du Sud ont trouvé la mort dans un accident de la route survenu samedi soir (bien samedi soir) à une centaine de km de

Port-Elizabeth, a annoncé dimanche la police sud-africaine. Mme Blackburn, 54 ans, dirigeait une section locale du groupe de femmes anti-apartheid Black Sash, et siégeait au Conseil régional du Cap pour le Parti fédéral progressiste (PFP, opposition blanche libérale).

Mère de sept enfants, elle avait été plusieurs fois emprisonnée pour être entrée dans des ghettos noirs sans autorisation.

Brian Bishop, 50 ans, père de cinq enfants, dirigeait la Ligue des droits civiques basée au Cap. Sa femme, Di, également active au sein du Black Sash a été légèrement blessée dans l'accident ainsi que Mme Judy Chalmers, soeur de Mme Blackburn.

Selon la police, la voiture dans laquelle se trouvaient les quatre personnes a percuté un véhicule venant en sens

inverse, dont le conducteur a été tué, près de l'ouest de Port Elizabeth, à une centaine de km à l'ouest de Port Elizabeth.

Enfin nos mets antillais!

- Lambis à la créole
- Crevettes et poissons frais à l'antillaise
- Poulet à la portoricaine, etc.

Reservez pour les Fêtes!

Menus de circonstance Musiciens les week-ends

Nos fameuses spécialités régulières: Grillades variées Fruits de mer frais

Restaurant **Le Boucanier** 300, King ouest 563-9922

Pour terminer 85 et commencer 86 sur le bon pied c'est au

**DISCO-BAR Le CAROUSEL** Centre-ville de Sherbr. et au Bar-Restaurant **CHEZ MARIO** 125, Principale o., Magog que ça se fête

**Bonne Année, 86**

La direction et le personnel profitent de l'occasion pour souhaiter à tous ses clients et amis un Joyeux temps des Fêtes et une Bonne et Heureuse Année 86

Cocktail Happy Hour Un prix pétillant à la demi-heure "Trouse-plaisir" Musique et décor de circonstance La meilleure ambiance en ville! Beaucoup de plaisir assuré!

**20% CE BON DONNE DROIT 20%**

à un rabais de 20% sur le prix d'entrée le 31 déc. 85 au Disco-Bar Le Carrousel ou au Bar-Restaurant Chez Mario. Un seul bon par client. Ce bon ne peut-être jumelé avec d'autres offres. Aucune reproduction acceptée.

**ALUMINIUM** Meilleurs voeux de la saison à toute notre clientèle et merci pour votre encouragement!

**LUC FAUTEUX inc.** SPECIALISTE EN REVETEMENT

- Vinyle
- Portes et fenêtres
- Acier commercial
- Gouttières
- Auvents et rampes en aluminium
- Pilage de tous genres
- Acier pré-peint avec isolant

3665 King est, FLEURIMONT, 821-2109

**"SENSATIONNEL. UN FILM D'UNE INVENTION AUDACIEUSE. DES CONCEPTS STYLISÉS ET DU SUSPENSE À FLEUR DE PEAU. VOUS L'APPLAUDIREZ TOUT AU LONG DE SON DÉROULEMENT. NE LE MANQUEZ PAS."**

— Rex Reed, NEW YORK POST

"Je l'ai aimé. Le don est brillamment exécuté. WOW!"

— Jo-Ji Siegel, GOOD MORNING AMERICA

"Baryshnikov crée une sourde explosion de colère, d'isolement, de nostalgie et de féroce."

"White Nights" a révélé en lui le héros de cinéma passionné autant que discipliné."

— Richard Corliss, TIME MAGAZINE

"Obsédant... ce film a la touche de l'excellence. Mikhail Baryshnikov nous saisit par son éclat et le directeur Taylor Hackford ("An Officer and a Gentleman") le stimule encore davantage."

— Peter Travers, PEOPLE MAGAZINE

**26 88M.**

**BARYSHNIKOV HINES**

**WHITE NIGHTS**

**DOLBY STEREO**

**CINEMA CAPITOL 565-0111** TOUS LES SOIRS: 7.30 DIM. ET MARDI: 1.30 - 7.30

**VENTE FIN DE SAISON**

**SELECTION CHEMISES 10\$**

**PALETOTS COUPE-VENT 33\$**

**VESTONS ET HABITS 33\$ 60%**

**60%**

DE SORTIE

**MERCERIE Jean-Louis Savard LTEE.**

61, Wellington nord, Sherbrooke 569-1646

Nombreux autres spéciaux...

- chapeaux
- casquettes
- gants
- etc.